RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1998 B 00488
Numéro SIREN : 415 084 433
Nom ou dénomination : ACOFI GESTION

Ce dépôt a été enregistré le 27/06/2019 sous le numéro de dépôt 50597



20190505972018

DATE DEPOT : 27/06/2019

N° DE DEPOT : 50597

N° GESTION : 1998B00488

N° SIREN : 415084433

DENOMINATION : ACOFI GESTION

ADRESSE : 58 bis rue La Boétie 75008 Paris

MILLESIME : 2018

SA ACOFI GESTION

58 Bis rue de la Boetie
75008 PARIS

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
01 JUIL. 2019
Sous le N° : 50597

COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

Certifié conforme, le 19 juin 2019

Thibault de SAINT PRIEST
Président - Directeur Général

Caderas
Martin

Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes
43, rue de Liege - 75008 Paris
Tél : 33 (0)1 44.90 25 25 - Fax : 33 (0)1.42.94 93 29
E-mail : contact@caderas-martin.com

Sommaire

1. Etats de synthèse des comptes

Bilan actif	1
Bilan passif	2
Compte de résultat	3
Compte de résultat (suite)	4
Annexe	6
Règles et méthodes comptables	7
Faits caractéristiques	9
Notes sur le bilan	10
Notes sur le compte de résultat	17
Autres informations	18

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2018	Net 31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	36 000	1 512	34 488	
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	53 595	32 405	21 190	12 072
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	75 900		75 900	83 900
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 230		1 230	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	166 725	33 917	132 808	95 972
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 930 793	12 500	1 918 293	1 497 224
Autres créances	290 461		290 461	469 627
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 685 019		5 685 019	4 519 534
Charges constatées d'avance (3)	139 808		139 808	16 451
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 046 081	12 500	8 033 581	6 502 836
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**8 212 805**	**46 417**	**8 166 388**	**6 598 808**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	5 500 200	5 500 200
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	206 941	206 941
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	509 528	509 528
Report à nouveau	-2 262 415	-2 447 446
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	910 865	185 031
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4 865 120	3 954 255
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	75 000	150 000
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	75 000	150 000
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 375 901	704 270
Dettes fiscales et sociales	1 796 445	1 784 509
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)	53 923	5 774
TOTAL DETTES	3 226 268	2 494 553
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	8 166 388	6 598 808
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	3 226 268	2 494 553
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

TH

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2018	31/12/2017
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	9 482 375		9 482 375	8 371 219
Chiffre d'affaires net	9 482 375		9 482 375	8 371 219
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			-2 578	117 153
Autres produits			550	567
Total produits d'exploitation (I)			9 480 347	8 488 939
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			3 099 600	2 973 695
Impôts, taxes et versements assimilés			809 396	670 773
Salaires et traitements			3 284 676	3 207 503
Charges sociales			1 644 035	1 527 762
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			14 269	10 555
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			3 344	11 468
Total charges d'exploitation (II)			8 855 319	8 401 757
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			625 027	87 183
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			9 561	2 440
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilièrers de placement				
Total produits financiers (V)			9 561	2 440
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)				
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			9 561	2 440
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			634 589	89 622

Compte de résultat (suite)

	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	186 880	376 954
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	75 000	336 000
Total produits exceptionnels (VII)	261 880	712 954
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		480 000
Sur opérations en capital	10 398	10
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		150 000
Total charges exceptionnelles (VIII)	10 398	630 010
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**251 482**	**82 944**
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-24 795	-12 465
Total des produits (I+III+V+VII)	9 751 788	9 204 333
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	8 840 922	9 019 302
BENEFICE OU PERTE	**910 865**	**185 031**

(a) Y compris :
- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) Dont produits concernant les entités liées
(4) Dont intérêts concernant les entités liées

TH

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018, dont le total est de 8 166 388 euros
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 910 865 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents réglements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de réglement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
* Matériel de bureau : 3 à 5 ans
* Matériel informatique : 3 à 5 ans
* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.
L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées á leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valorisation, en fin d'exercice, des titres détenus s'appuie sur différentes méthodes, en fonction des caractéristiques de l'activité des sociétés et de leur entrée dans le portefeuille titres, á savoir :

- Valeur patrimoine
- Valeur de rendement
- Valeur actuelle

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure á la valeur d'entrée dans le patrimoine de la société, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées á leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc á l'indemnité conventionnelle de départ á la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Principales hypothéses de calculs retenues :

- Départ á la retraite á l'áge de 65 ans
- Turn over des cadres et des non cadres : faible
- Evolution des salaires : 3%
- Taux d'actualisation : 1.50%
- Table de mortalité : la table réglementaire INSEE 2015
- Calcul en fonction de l'indémnité légale.

Synthése des engagements de l'entreprise :

- Dette actuarielle : 70 464 €

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 3 011 euros. Conformément á la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant.

Autres éléments significatifs

La société ACOFI GESTION est une filiale détenue à 99% par la société 2A,sise à Paris.

Intégration fiscale :
Les résultats de la société ACOFI GESTION sont intégrés dans le périmètre fiscal du groupe 2A depuis l'exercice 2015.
Il n'existe pas de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique dont serait redevable la société en l'absence d'intégration fiscale.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		36 000		36 000
Immobilisations incorporelles		36 000		36 000
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	43 613	22 273	12 291	53 595
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	43 613	22 273	12 291	53 595
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	83 900	2 000	10 000	75 900
- Prêts et autres immobilisations financières		1 230		1 230
Immobilisations financières	83 900	3 230	10 000	77 130
ACTIF IMMOBILISE	127 513	61 503	22 291	166 725

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent à des droits contractuels qui généreront des revenus a minima sur trois ans.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 512		1 512
Immobilisations incorporelles		1 512		1 512
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	31 541	12 756	11 893	32 405
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	31 541	12 756	11 893	32 405
ACTIF IMMOBILISE	31 541	14 269	11 893	33 917

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 362 292 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 230		1 230
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 930 793	1 930 793	
Autres	290 461	290 461	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	139 808	139 808	
Total	**2 362 292**	**2 361 062**	**1 230**
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les autres créances concernent notamment deux créances de CICE 2018 (3 K€) et 2017 (5 K€) et de CIR 2018 (25 K€) et 2017 (12 K€) transférées à la société 2A dans le cadre de l'intégration fiscale.

Les autres créances intègrent également un solde de produit à recevoir estimé à 156 K€ lié à la cession de la gestion de fonds en 2014 et 2017.

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS - FACTURES A ETABLIR	1 199 335
PRODUITS A RECEVOIR	156 144
Total	**1 355 479**

Le poste "Produits à recevoir" concerne le solde à recevoir du prix concernant les cessions de fonds en 2014 et 2017.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 5 500 200,00 euros décomposé en 18 334 titres d'une valeur nominale de 300,00 euros.

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-2 447 446
Résultat de l'exercice précédent	185 031
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	**-2 262 415**
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-2 262 415
Total des affectations	**-2 262 415**

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2018	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2018
Capital	5 500 200				5 500 200
Réserve légale	206 941				206 941
Réserves générales	509 528				509 528
Report à Nouveau	-2 447 446	185 031	185 031		-2 262 415
Résultat de l'exercice	185 031	-185 031	910 865	185 031	910 865
Total Capitaux Propres	**3 954 255**		**1 095 896**	**185 031**	**4 865 120**

Notes sur le bilan

Tableau des provisions et dépréciations

	Montant au début d'ex.	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : Reprises ex.	Montant fin exercice
Provisions réglementées				
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Provisions réglementées Total I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	150 000		75 000	75 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pr charges soc et fisc sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges				
Provisions risques et charges Total II	150 000		75 000	75 000
Dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en- cours				
Sur comptes clients	12 500			12 500
Autres dépréciations				
Dépréciations Total III	12 500			12 500
TOTAL GENERAL (I + II + III)	162 500		75 000	87 500
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles			75 000	
Titres mis en équivalence : dépréciations de l'exercice				

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 226 268 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 375 901	1 375 901		
Dettes fiscales et sociales	1 796 445	1 796 445		
Dettes sur immobilisations et comptes				
Produits constatés d'avance	53 923	53 923		
Total	**3 226 268**	**3 226 268**		

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT NON PARV.	160 260
FNP CAC	18 000
FNP APPORTEURS	411 209
FNP DIVERS	4 000
FNP 2A	667 800
FNP NEFTYS	15 300
PERSONNEL - PROV S/CP	168 775
PERSONNEL - AUTRES CH A PAYER	668 674
DETTES PROV CH SOC S/CP	84 387
AUTR CH A PAYER-BONUS/INTERESS	362 043
ETAT - CHARGES A PAYER	15 898
PROV TS/CP+INTERESST+PRIMES	118 034
Total	**2 694 380**

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	139 808		
Total	**139 808**		

Les charges constatées d'avance concernent principalement le loyer du 1er trimestre 2019 (115 K€).

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	53 923		
Total	**53 923**		

Les produits constatés d'avance concernent principalement des commissions facturées au titre de l'exercice 2019.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire
Honoraire de certification des comptes : 15 000 euros
Honoraire des autres services : 0 euros

Les montants sont indiqués hors taxes.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	186 880	376 954
Reprises sur provisions et transferts de charge	75 000	336 000
Total des produits exceptionnels	**261 880**	**712 954**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		480 000
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	10 398	10
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		150 000
Total des charges exceptionnelles	**10 398**	**630 010**
Résultat exceptionnel	**251 482**	**82 944**

Le résultat exceptionnel concerne principalement les opérations suivantes :
- Reprise partielle de provisions N-1 sur litiges salariaux et/ou commerciaux (+ 75 K€),
- Complément de prix sur cession de fonds en 2014 (+ 177 K€).

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 29 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	29	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Total	29	

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution du fonds de roulement.

TH

ACOFI GESTION

Société anonyme

58 bis, rue La Boétie

75008 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Deloitte.

Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
www.deloitte.fr

Adresse postale :
TSA 20303
92030 La Défense Cedex

ACOFI GESTION

Société anonyme

58 bis, rue La Boétie

75008 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société ACOFI GESTION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ACOFI GESTION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Société anonyme au capital de 1 723 040 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

Deloitte.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Deloitte.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la

Deloitte.

circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Paris-La Défense, le 25 mars 2019

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Sylvain GIRAUD

SA ACOFI GESTION

58 Bis rue de la Boetie
75008 PARIS

COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

Caderas
Martin

Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes
43, rue de Liège - 75008 Paris
Tél. : 33 (0)1.44.90.25.25 - Fax : 33 (0)1.42.94.93.29
E-mail : contact@caderas-martin.com

Sommaire

1. Etats de synthèse des comptes

Bilan actif	1
Bilan passif	2
Compte de résultat	3
Compte de résultat (suite)	4
Annexe	6
Régles et méthodes comptables	7
Faits caractéristiques	9
Notes sur le bilan	10
Notes sur le compte de résultat	17
Autres informations	18

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2018	Net 31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	38 000	1 512	34 488	
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	63 695	32 405	21 190	12 072
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	75 900		75 900	83 900
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 230		1 230	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	166 725	33 917	132 808	95 972
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 930 793	12 500	1 918 293	1 497 224
Autres créances	290 461		290 461	469 627
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 685 019		5 685 019	4 519 534
Charges constatées d'avance (3)	139 808		139 808	16 451
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 046 081	12 500	8 033 581	6 502 836
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**8 212 805**	**46 417**	**8 166 388**	**6 598 808**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	5 500 200	5 500 200
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	208 941	205 941
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	509 628	509 628
Report à nouveau	-2 262 415	-2 447 446
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	910 865	185 031
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4 865 120	3 954 255
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	75 000	150 000
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	75 000	150 000
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 375 901	704 270
Dettes fiscales et sociales	1 796 445	1 784 509
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)	53 923	5 774
TOTAL DETTES	3 226 268	2 494 553
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**8 166 388**	**6 598 808**
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	3 226 268	2 494 553
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2018	31/12/2017
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	9 482 376		9 482 375	8 371 218
Chiffre d'affaires net	9 482 375		9 482 375	8 371 219
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			-2 578	117 163
Autres produits			550	687
Total produits d'exploitation (I)			9 480 347	8 488 939
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			3 099 600	2 973 695
Impôts, taxes et versements assimilés			809 396	670 773
Salaires et traitements			3 284 678	3 207 603
Charges sociales			1 644 035	1 527 762
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			14 269	10 555
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			3 344	11 468
Total charges d'exploitation (II)			8 855 319	8 401 757
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			**625 027**	**87 183**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			9 561	2 440
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			9 561	2 440
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)				
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**9 561**	**2 440**
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			**634 589**	**89 622**

Compte de résultat (suite)

	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	188 880	376 954
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges	75 000	336 000
Total produits exceptionnels (VII)	261 880	712 954
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		480 000
Sur opérations en capital	10 398	10
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		150 000
Total charges exceptionnelles (VIII)	10 398	630 010
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**251 482**	**82 944**
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-24 795	-12 465
Total des produits (I+III+V+VII)	9 751 788	9 204 333
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	8 840 922	9 019 302
BENEFICE OU PERTE	**910 865**	**185 031**

(a) Y compris :
- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) Dont produits concernant les entités liées
(4) Dont intérêts concernant les entités liées

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018, dont le total est de 8 166 388 euros
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 910 865 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2018 ont été établis conformément au réglement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, aprés déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de réglement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
* Matériel de bureau : 3 à 5 ans
* Matériel informatique : 3 à 5 ans
* Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.
L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées á leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valorisation, en fin d'exercice, des titres détenus s'appuie sur différentes méthodes, en fonction des caractéristiques de l'activité des sociétés et de leur entrée dans le portefeuille titres, à savoir :

- Valeur patrimoine
- Valeur de rendement
- Valeur actuelle

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure á la valeur d'entrée dans le patrimoine de la société, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées á leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure á la valeur comptable.

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Principales hypothèses de calculs retenues :

- Départ à la retraite à l'âge de 65 ans
- Turn over des cadres et des non cadres : faible
- Evolution des salaires : 3%
- Taux d'actualisation : 1.50%
- Table de mortalité : la table réglementaire INSEE 2015
- Calcul en fonction de l'indémnité légale.

Synthèse des engagements de l'entreprise :

- Dette actuarielle : 70 464 €

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 3 011 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant.

Autres éléments significatifs

La société ACOFI GESTION est une filiale détenue à 99% par le société 2A,sise à Paris.

Intégration fiscale :
Les résultats de la société ACOFI GESTION sont intégrés dans le périmètre fiscal du groupe 2A depuis l'exercice 2015.
Il n'existe pas de différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique dont serait redevable la société en l'absence d'intégration fiscale.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		36 000		36 000
Immobilisations incorporelles		**36 000**		**36 000**
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	43 613	22 273	12 291	53 595
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	**43 613**	**22 273**	**12 291**	**53 595**
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	83 900	2 000	10 000	75 900
- Prêts et autres immobilisations financières		1 230		1 230
Immobilisations financières	**83 900**	**3 230**	**10 000**	**77 130**
ACTIF IMMOBILISE	**127 513**	**61 503**	**22 291**	**166 725**

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent à des droits contractuels qui généreront des revenus a minima sur trois ans.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 512		1 512
Immobilisations incorporelles		1 512		1 512
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	31 541	12 756	11 893	32 405
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	31 541	12 756	11 893	32 405
ACTIF IMMOBILISE	**31 541**	**14 269**	**11 893**	**33 917**

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 362 292 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 230		1 230
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 930 793	1 930 793	
Autres	290 461	290 461	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	139 808	139 808	
Total	**2 362 292**	**2 361 062**	**1 230**
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les autres créances concernent notamment deux créances de CICE 2018 (3 K€) et 2017 (5 K€) et de CIR 2018 (25 K€) et 2017 (12 K€) transférées à la société 2A dans le cadre de l'intégration fiscale.

Les autres créances intégrent également un solde de produit à recevoir estimé à 156 K€ lié à la cession de la gestion de fonds en 2014 et 2017.

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS - FACTURES A ETABLIR	1 199 335
PRODUITS A RECEVOIR	156 144
Total	**1 355 479**

Le poste "Produits à recevoir" concerne le solde à recevoir du prix concernant les cessions de fonds en 2014 et 2017.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 5 500 200,00 euros décomposé en 18 334 titres d'une valeur nominale de 300,00 euros.

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-2 447 446
Résultat de l'exercice précédent	185 031
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	**-2 262 415**
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-2 262 415
Total des affectations	**-2 262 415**

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2018	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2018
Capital	5 500 200				5 500 200
Réserve légale	208 941				208 941
Réserves générales	609 528				609 528
Report à Nouveau	-2 447 446	185 031	185 031		-2 262 415
Résultat de l'exercice	185 031	-185 031	910 865	185 031	910 865
Total Capitaux Propres	**3 954 255**		**1 095 896**	**185 031**	**4 865 120**

Notes sur le bilan

Tableau des provisions et dépréciations

	Montant au début d'ex.	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : Reprises ex.	Montant fin exercice
Provisions réglementées				
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Provisions réglementées Total I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	150 000		75 000	75 000
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pr charges soc et fisc sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges				
Provisions risques et charges Total II	150 000		75 000	75 000
Dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en- cours				
Sur comptes clients	12 500			12 500
Autres dépréciations				
Dépréciations Total III	12 500			12 500
TOTAL GENERAL (I + II + III)	**162 500**		**75 000**	**87 500**
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles			75 000	
Titres mis en équivalence : dépréciations de l'exercice				

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 226 268 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 375 901	1 375 901		
Dettes fiscales et sociales	1 798 445	1 798 445		
Dettes sur immobilisations et comptes				
Produits constatés d'avance	53 823	53 923		
Total	**3 226 268**	**3 226 268**		

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT NON PARV.	160 260
FNP CAC	18 000
FNP APPORTEURS	411 209
FNP DIVERS	4 000
FNP 2A	667 800
FNP NEFTYS	15 300
PERSONNEL - PROV S/CP	168 775
PERSONNEL - AUTRES CH A PAYER	668 674
DETTES PROV CH SOC S/CP	84 387
AUTR CH A PAYER-BONUS/INTERESS	362 043
ETAT - CHARGES A PAYER	16 898
PROV TS/CP+INTERESST+PRIMES	118 034
Total	**2 694 380**

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	139 808		
Total	**139 808**		

Les charges constatées d'avance concernent principalement le loyer du 1er trimestre 2019 (115 K€).

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	53 923		
Total	**53 923**		

Les produits constatés d'avance concernent principalement des commissions facturées au titre de l'exercice 2019.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire
Honoraire de certification des comptes : 15 000 euros
Honoraire des autres services : 0 euros

Les montants sont indiqués hors taxes.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	186 880	376 954
Produits exceptionnels sur opérations en capital	75 000	336 000
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Total des produits exceptionnels	**261 880**	**712 954**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	10 398	480 000
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		10
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		160 000
Total des charges exceptionnelles	**10 398**	**630 010**
Résultat exceptionnel	**251 482**	**82 944**

Le résultat exceptionnel concerne principalement les opérations suivantes :
- Reprise partielle de provisions N-1 sur litiges salariaux et/ou commerciaux (+ 75 K€),
- Complément de prix sur cession de fonds en 2014 (+ 177 K€).

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 29 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	29	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Total	**29**	

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution du fonds de roulement.

ACOFI Gestion

Société anonyme au capital de 3 300 000 €uros
Siège social : 58 bis, rue La Boétie 75008 PARIS
415 084 433 RCS PARIS

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 8 AVRIL 2019

AFFECTATION DU RESULTAT

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du conseil d'administration et après avoir constaté que les comptes de l'exercice se soldent par un bénéfice de 910 865 € euros, décide d'affecter le bénéfice de la manière suivante :

- Dotation à la réserve légale, soit .....45 544 €,
- A l'apurement des pertes antérieures, soit .....115 €,
- Au report à nouveau, soit .....865 206 €.

L'assemblée générale prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Pour copie certifiée conforme
Fait à Paris, le 19 juin 2019
Le Directeur Général

Thibault de Saint Priest